

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE
Projet de marché n° 25-02-006

A ☒ Travaux

B ☐ Fournitures

C ☐ Services

Identification de l'organisme qui passe le marché :

MINISTÈRE DES ARMÉES
DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE CAYENNE
Quartier de La Madeleine
CS 56019
97 306 Cayenne Cedex

Téléphone : 05 94 39 58 06 / 56 76 (renseignements administratifs)

Courriel : did-cayenne-divadm.ach.fct@intradef.gouv.fr (renseignements administratifs)

Le marché est-il couvert par l'accord sur les marchés publics : non.

Procédure : procédure adaptée passée selon les articles L.2120-1, R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.

L'avis implique un marché public.

Représentant du pouvoir adjudicateur : le directeur d'infrastructure de la défense de Cayenne.

Principale activité du pouvoir adjudicateur : infrastructure immobilière.

Objet du marché : Guyane (973) - Remire-Montjoly – Camp du Tigre - Création d'une aire de jeux pour enfants.

Lieu d'exécution des prestations : Guyane (973) – Remire-Montjoly – Camp du Tigre.

Code CPV : 45212100-7 Construction d'équipements pour les loisirs.

Durée des travaux : Le délai d'exécution des travaux est de 4 mois, dont 2 mois de période de préparation incluse.

Variantes : les variantes ne sont pas autorisées.

Critères utilisés pour l'attribution du marché :

Le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectuée selon les critères pondérés suivants :

- le prix : 60 % ;
- la valeur technique : 40 %.

Renseignements d'ordre juridique :

Le marché sera attribué soit à une entreprise soit à un groupement d'entreprises.

Les offres seront rédigées uniquement en langue française et en euros.

Selon le résultat du marché passé selon la procédure adaptée (MAPA), conformément aux articles R 2123-4 et R 2123-5 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'entamer une négociation avec les candidats.

Conditions de participation :

Les candidats fourniront les documents suivants : Voir le règlement de consultation.

Les candidats ou soumissionnaires sont alertés sur le fait que le site de la plateforme des achats de l'État (PLACE) fait l'objet de dysfonctionnements récurrents depuis plusieurs mois.

Par conséquent, les candidats ou soumissionnaires sont très fortement invités à remettre une copie de sauvegarde (clé USB ou papier) conformément aux dispositions de l'article R 2132-11 dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres et conformément aux modalités de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de

la copie de sauvegarde. L'utilisation de cette copie de sauvegarde sera effectuée conformément à l'article 2 - II - 2° de l'arrêté cité précédemment.

Les candidats et soumissionnaires sont informés qu'en l'absence de copie de sauvegarde et dans le cas où l'offre d'un candidat ou soumissionnaire ne pourrait être ouverte, le représentant du pouvoir adjudicateur sera tenu de l'écarter.

Modalités essentielles de financement et de paiement :

Les travaux sont effectués à prix global forfaitaire, révisable. Ils seront payés sur présentation d'états d'acomptes mensuels.

Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires Etat / Ministère des Armées.

Lieu où l'on peut retirer ou demander les documents :

Par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Des renseignements administratifs qui ne nécessiteraient pas une réponse écrite pourront être obtenus en téléphonant à la section achats : Tél : 05.94.39.58.06 / 56.76.

Les questions techniques doivent être posées par l'intermédiaire de la PLACE.

Visite des lieux :

La visite est obligatoire. Le site étant accessible, il n'y aura pas d'accompagnement par le chargé d'affaire.

Date limite de remise des offres : Le 13 Août 2025 à 12h00 (heure locale).

Délai minimum de validité des offres : 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Instance de recours :

Tribunal administratif de Cayenne 7, rue Victor Schœlcher, 97300 Cayenne, tél. : 05-94-25-49-70,

Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr , télécopieur : 05-94-25-49-71.

Ou : <https://citoyens.telerecours.fr>

Médiation :

COMITE CONSULTATIF DE RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

En application de l'article R 2197-1 à 25, en cas de différend concernant l'exécution des contrats publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dans des conditions fixées par décret. Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable. Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le mode de saisine, la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixés par décret.

Les coordonnées du service de médiation sont : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr ou 09 88 68 19 25 et 06 07 48 31 44.

Date d'envoi à la publication :

Bon pour insertion : ☒ PLACE ☒ BOAMP

Dressée par le Ministère des armées, à Cayenne le 16/07/2025

L'Ingénieur en chef de 1^{re} classe Emmanuel RICHARD
Directeur d'infrastructure de la défense de Cayenne

Par suppléance
L'ingénieur en chef de 2^e classe Jean-François HANTZ
Chef de la division projet
à la direction d'infrastructure de la défense de Cayenne

